Document généré le 12 oct. 2024 03:38

Études internationales

Ridley, Charles P., *China's Scientific Policies, Implications For International Cooperation*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1976, 92 p.

William Badour

Volume 9, numéro 4, 1978

URI : https://id.erudit.org/iderudit/700900ar
DOI : https://doi.org/10.7202/700900ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Badour, W. (1978). Compte rendu de [Ridley, Charles P., *China's Scientific Policies, Implications For International Cooperation*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1976, 92 p.] *Études internationales*, *9*(4), 569–571. https://doi.org/10.7202/700900ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1978

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

les quatre catégories des activités de la CIA, que l'on retrouve classées dans le sens d'une progression allant des plus licites aux plus illicites, c'est-à-dire des activités de renseignements proprement dites aux assassinats politiques, en passant par les actions clandestins et les opérations paramilitaires. De plus, un chapitre entier est consacré au cas chilien.

Dans l'ensemble, l'exposé est mené de manière rigoureuse et, par le biais d'études de cas, il permet effectivement une évaluation globale de l'importance du rôle de la CIA dans la politique étrangère américaine. En fait, un tel sujet n'est pas sans poser de sérieuses difficultés aux chercheurs, dans la mesure où il s'avère souvent quasi impossible de trouver une information sûre : évidemment conscient de cette difficulté, l'auteur a l'honnêteté de nous présenter, en cas de doutes, les hypothèses avec toutes les réserves qui leur sont dues, et cela sans essayer d'en dramatiser les effets.

Les dimensions du sujet auraient pu aussi constituer un handicap sérieux à l'analyse : vouloir recouvrir les activités de la CIA depuis sa création implique en effet qu'il faille ni plus ni moins que tracer une esquisse des relations internationales depuis 1945. Mais, si le lecteur risque parfois de rester sur son appétit devant la concision des analyses de la conjoncture internationale, il n'en demeure pas moins que le but de l'étude est atteint puisque, d'une part, l'auteur cherche dans chaque situation décrite à déterminer le poids relatif de l'intervention de la CIA (coûts *versus* efficacité dans la poursuite de l'objectif particulier), le degré de contrôle exercé sur cette intervention par Washington et, finalement, la somme des bénéfices ou pertes encourus dans l'optique plus générale des buts poursuivis par la politique étrangère américaine.

Le mérite de l'ouvrage de Denis Rancourt est ainsi de nous renseigner non seulement sur le sens des interventions de la CIA, mais aussi sur leurs limites et possibilités objectives. De plus, l'exposé nous fournit également un aperçu de l'articulation des divers intérêts, qu'ils soient de nature économique, politique ou purement stratégique dont l'Agence a pu prendre la défense. Au niveau théorique, ce document n'apporte peut-être pas un éclairage tout à fait inédit mais, si on le considère avant tout comme un ouvrage destiné à informer, il faut reconnaître que l'auteur a su fort bien mener ses recherches dans un domaine où, *a priori*, la cueillette des données n'est pas une tâche aisée et où, trop souvent, les auteurs visent l'effet plus que le réalisme.

Louise LOUTHOOD

Documentaliste,
CQRI

RIDLEY, Charles P., *China's Scientific Policies, Implications For International Cooperation*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1976, 92p.

C'est à l'occasion d'une visite à l'Université de Pékin à l'été 1971, comme membre d'une délégation d'universitaires canadiens, que j'ai eu l'occasion de demander à Chou Pei-yuan, un scientifique reconnu, qui occupait à ce moment le poste de vice-recteur (il est maintenant recteur de l'Université de Pékin) s'il croyait que le nouveau système d'éducation mis au point par la Révolution culturelle serait en mesure de former des diplômés compétents dans le domaine de l'ingénierie et autres domaines associés à la technologie moderne. Chou nous fit une réponse évasive, ce qui a eu pour effet de confirmer mes doutes sur la qualité de l'éducation supérieure. Chou précisa que le nouveau système d'éducation en était à sa première période qui demeurait essentiellement expérimentale. Il m'a été toutefois possible de percevoir chez Chou Pei-yuan une inquié-

tude sur les effets que pourrait avoir, sur l'éducation supérieure, cette indifférence à l'égard de la recherche théorique fondamentale.

Depuis la déchéance de la « Bande des Quatre », Pékin nous a fourni des renseignements qui (tout en tenant compte des exigences de la nouvelle conjoncture politique) sont de nature à nous faire voir le système d'éducation mis au point par la Révolution culturelle de façon fort différente de celle qui nous fut présentée durant la période 1971–1976. Ainsi, Fang Yi, membre du Politburo du PCC, vice-président de l'Académie des Sciences et vice-premier ministre, dans un discours récent brossait le tableau suivant de la situation dans les domaines de la science et de l'éducation : « du fait des sabotages des Quatre, la situation dans les domaines de la science et de l'éducation est telle qu'une relance est nécessaire, il reste tout à faire. Ces activités de sape ont porté de graves atteintes au développement de nos sciences et de notre enseignement. Un grand nombre d'établissements d'enseignement supérieur et d'organismes de recherche scientifiques de différentes branches ont été disloqués. L'écart entre notre niveau scientifique et technique et le niveau mondial d'avant-garde s'en est encore accru. Les sciences de base et l'étude théorique ont été presque complètement abandonnées. Le niveau de notre enseignement a sérieusement baissé. Maintenant, le manque de jeunes chercheurs se fait sentir dans tous les secteurs. Cet état de choses entrave sériusement les quatre modernisations. » En Chine, aujourd'hui, la nouvelle tendance prônée d'abord par Teng Hsiao-p'ing est déjà bien engagée. La Conférence nationale des sciences tenue en mars 1978 à laquelle plus de 6 000 représentants de tous les secteurs de la vie scientifique et technologique prirent part, a adopté les grandes lignes d'un nouveau plan de développement qui apportera des changements fondamentaux dans le système d'éducation surtout au niveau supérieur. Sans un renouveau du système, il serait impossible d'atteindre l'objectif des quatre modernisations prévues pour la fin du siècle.

Le livre de Ridley a pour but tout d'abord d'étudier les effets de la Révolution culturelle sur le développement de la science en Chine et, dans un deuxième temps, d'évaluer les possibilités de coopération et d'échanges scientifiques entre la Chine et les États-Unis. Dans un premier chapitre, l'auteur examine les changements dans l'organisation de la recherche scientifique en Chine pendant la période 1966–1974 en mettant l'accent sur l'aspect utilitaire de la recherche scientifique et la participation des techniciens à tous les niveaux, y compris des paysans, dans les grands mouvements d'expérimentation scientifique. Comme le souligne Ridley, le but de cette politique fut d'abord et surtout de mobiliser les scientifiques aussi bien que les masses dans la luttte contre les problèmes concrets de l'économie et de la vie des masses.

Dans un deuxième chapitre, l'auteur procède à une analyse de l'ampleur et de la qualité de la recherche scientifique depuis la Révolution culturelle en se basant surtout sur la publication des revues scientifiques pendant la période 1966–1974. Une analyse détaillée des revues scientifiques dans le secteur des sciences naturelles démontre clairement que pendant cette période « the overall effect of the Cultural Revolution has been to turn the better part of the effort in the science away from basic research to applied research ». L'auteur souligne aussi la baisse de qualité de l'enseignement supérieur pendant cette période. Dans le troisième chapitre, Ridley nous offre une évaluation de l'influence du PCC ou du contrôle politique sur le développement de la recherche scientifique et ses conséquences pour les scientifiques. Il analyse l'impact du contrôle politique dans trois secteurs : l'orientation de la recherche et la répartition des efforts entre les différents secteurs ; la méthodologie et le contenu de la recherche ; et finalement,

l'élaboration théorique et la philosophie de la science. Dans un dernier chapitre, l'auteur examine la possibilité d'échanges scientifiques entre la Chine et les États-Unis. Soulignant l'importance de la politique chinoise et surtout l'orientation du leadership aussi bien que l'évolution du contexte international, il conclut que la perspective immédiate demeure relativement pauvre et qu'aucune transformation rapide de cette situation semble probable. Il souligne toutefois, qu'une modification importante de la politique américaine à l'égard de la Chine pourrait donner un élan important aux échanges dans le domaine de la science appliquée. Les événements récents, par contre, semblent indiquer que l'appréciation de l'auteur est probablement trop conservatrice. La réorientation de la politique domestique chinoise s'accompagne d'une ouverture vers le monde sans précédent depuis l'établissement de la République populaire en 1949.

William BADOUR

Département de science politique, Université d'Ottawa

SHOUP, Laurence H. and MINTER, William, *Imperial Brain Trust, The Council on Foreign Relations and United States Foreign Policy*, New York, Monthly Review Press, 1977, 334p.

Sous ce titre, l'ouvrage contient l'étude de ce que l'on peut appeler communément le pouvoir des classes dirigeantes. Mais l'intérêt du sujet est grandi par le fait qu'il s'agit du Council on Foreign Relations et de son rôle aux États-Unis. Influent, mais très discret, cet organisme, qui siège à New York, n'avait pas jusqu'à présent, fait l'objet d'une recherche approfondie. Le livre comble donc une importante lacune.

Dans une première partie, il est traité de la formation du Conseil. Après le premier conflit mondial, celui-ci émane d'un ensemble de milieux soucieux de politique étrangère et concernés par la place que les États-Unis doivent y tenir. À partir de 1927, le Conseil lance des programmes de recherches afin de définir des orientations diplomatiques, mais c'est avec les innovations du New Deal qu'il acquiert un statut moins officieux. À ce moment, il obtient son premier succès en contribuant à l'abandon de l'isolationisme et il parvient en même temps au stade institutionnel qu'il conserve depuis.

Le Council on Foreign Relations groupe quelque 1200 personnes qui représentent le monde des affaires, les universités et le gouvernement. Par leurs fortunes, leurs compétences et leurs responsabilités, elles forment un pôle dirigeant, sensible aux intérêts américains dans le contexte international. Les auteurs montrent d'ailleurs de quels intérêts il s'agit en établissant que la représentation des milieux financiers est largement majoritaire. Successivement, deux conglomérats fameux y remplissent une fonction décisive : la banque Morgan, jusqu'aux années 1930, et la famille Rockefeller depuis... Cette particularité explique que le Conseil ne fait face à aucun problème financier...

Les membres se réunissent périodiquement mais le bureau dirigeant organise des groupes de recherches particuliers, recourt à des conférenciers, consulte les spécialistes de tout domaine auquel l'assemblée s'intéresse. Sur les questions importantes, certains comités rédigent des rapports qui sont généralement acheminés au Département d'État et à la Présidence. Quelques-uns feront même l'objet de publication sous forme de livres destinés à informer, et influencer, un public de classes moyennes, tel le volume de H. Kissinger *Nuclear Weapons and Foreign Policy* en 1962. Mais l'importance du Council on Foreign Relations se traduit en des formes plus concrètes. Les dirigeants des grands